

« La liberté ne se conquiert pas contre la vie, mais avec elle »

Depuis vingt-sept ans, la sociologue, écrivaine et militante féministe Pinar Selek fait face à une persécution politico-judiciaire orchestrée par les autorités turques du fait même de ses travaux de recherche.

Propos recueillis par **ARTEMISA FLORES ESPINOLA**,
groupe Égalité femmes-hommes

Arrêtée en 1998 à Istanbul, incarcérée et torturée, puis libérée en 2000, Pinar Selek a été acquittée à quatre reprises, mais à chaque fois les acquittements ont été annulés ou des appels ont mené à de nouvelles procédures. En 2022, la Cour suprême turque a annulé le dernier acquittement, rendant exécutoire une condamnation à la prison à perpétuité et une demande d'extradition assortie d'un mandat d'arrêt international. Une nouvelle audience est prévue le 2 avril prochain à Istanbul. Malgré cet acharnement, Pinar a présenté le 16 février son dernier ouvrage, *Lever la tête. La recherche interdite sur la résistance kurde**. Il constitue non seulement un témoignage, mais aussi une contribution intellectuelle au débat sur les droits humains, la sociologie critique et les conditions de production des savoirs.

Votre approche sociologique repose sur des enquêtes de terrain ethnographiques auprès des groupes opprimés (Kurdes, femmes, personnes trans). Comment cette méthodologie nourrit-elle votre engagement politique et féministe ?

Mes recherches, depuis plus de trois décennies, dessinent une cartographie mouvante des rapports de pouvoir et des résistances. Les structures de pouvoir se territorialisent, fonctionnent en réseau, se renouvellent. Mais elles sont confrontées aux résistances et aux constructions des seuils, lieux intermédiaires où se déploient de multiples subjectivations, à multiples formes. Rendre visibles ces dynamiques participe déjà d'un engagement politique : produire des concepts capables de nommer ces expériences, c'est contribuer à leur reconnaissance publique. Dès le départ, ces recherches ne sont pas nées d'un positionnement académique stratégique, mais d'une interpellation face à des

problèmes publics concrets. Avec un sentiment d'urgence. Urgence à comprendre les violences subies et infligées, les logiques d'exclusion, mais aussi les processus d'autonomisation qui émergent dans les interstices du pouvoir. La société ne m'est jamais apparue comme un simple objet d'étude, mais comme un champ de tensions où se croisent expérience vécue, critique et désir de transformation. Mes démarches ethnographiques inscrivent la théorie dans la matérialité des vies, dans les affects, les vulnérabilités, mais aussi dans les capacités d'action.

L'analyse des rapports sociaux implique l'analyse de la position de celle qui observe. Ici, mon épistémologie rejoint la notion de « savoirs situés » : l'objectivité n'est pas une neutralité abstraite, mais une objectivité incarnée, consciente de ses conditions matérielles et historiques d'élaboration. Je m'inscris ainsi dans une ontologie de l'immanence : corps et pensée ne sont pas séparés. Il n'y a pas d'un côté un sujet savant et de l'autre un objet étudié, mais un plan où corps et pensée s'affectent mutuellement. Nous ne savons pas ce que peut un corps ; nous ne savons pas non plus ce que peut un corps-chercheuse lorsqu'il devient lui-même partie prenante de l'enquête. Les frontières entre sujet et objet deviennent des seuils de transformation. L'entretien sociologique peut alors devenir un espace de réflexivité partagée.

Vous êtes très impliquée dans le soutien aux femmes kurdes du Rojava et aux militantes iraniennes comme Narges Mohammadi, actuellement emprisonnée. Comment ces luttes s'inspirent-elles mutuellement ? Que représente le slogan « Jin, jîyan, azadî » (« Femme, vie, liberté ») dans la construction d'une solidarité féministe internationale ? Mon engagement auprès des femmes du Rojava et des militantes iraniennes comme Narges Mohammadi s'inscrit dans une conscience

« Le militarisme et l'autoritarisme reposent sur une masculinité normative qui valorise la verticalité, la conquête et la violence héroïsée. »

* *Lever la tête. La recherche interdite sur la résistance kurde*, Université Paris Cité Éditions, 180 p. 15 €.

du caractère transnational des luttes féministes. Elles ne se juxtaposent pas ; elles se répondent, se nourrissent et élaborent une aspiration commune malgré les frontières. Cette aspiration est résumée par le slogan « *Jin, jiyar, azadî* », qui est né dans le mouvement kurde et a été repris massivement en Iran. Cette articulation affirme l'interdépendance des pouvoirs ainsi que des luttes de libertés. Dire « Femme, vie, liberté », c'est lier de multiples luttes, dont celle de la défense du vivant.

Au Rojava, cette articulation s'est traduite par une tentative d'institutionnaliser l'égalité femmes-hommes, la démocratie locale et une écologie sociale.

La défense du territoire face aux offensives militaires ne se dissocie pas d'une réflexion sur la manière d'habiter la Terre, de produire, de décider collectivement. Le militarisme et l'autoritarisme reposent sur une masculinité normative qui valorise la verticalité, la conquête et la violence héroïsée. Les régimes qui exaltent le nationalisme et l'ordre moral cherchent simultanément à discipliner les femmes et à exploiter les territoires. La même logique de contrôle traverse ces deux dimensions : rendre les corps disponibles, rendre la Terre exploitable. Les mouvements féministes, en mettant au centre la vie, fissurent cette matrice. Ils montrent que la liberté ne peut être pensée sans une transformation radicale des rapports de genre, mais aussi sans une défense active du vivant.

C'est ici que l'éthique du *care*, notamment développée par Carol Gilligan, éclaire ces dynamiques. Le soin n'est pas une posture compassionnelle ; il constitue une proposition politique. Il repose sur l'attention aux relations, aux vulnérabilités, aux interdépendances. Contre l'idéal libéral d'un individu autonome et compétitif, il affirme que nous sommes fragiles et liés les uns aux autres. Penser la liberté à partir du soin, c'est refuser que celui-ci soit relégué au domaine privé ou assigné aux femmes ; c'est en faire un principe organisateur



© Mujiyan Arpat

de la justice, de l'économie et de la démocratie. Dans cette perspective, « Femme, vie, liberté » apparaît comme une éthique politique complète. Il ne s'agit pas seulement de résister, mais de proposer un autre paradigme : placer la dignité, l'attention, la réciprocité et la responsabilité au cœur des institutions. Les alliances qui se tissent dans les diasporas, notamment en Europe, participent de cette construction. Elles montrent que la solidarité féministe internationale n'est pas un geste symbolique, mais un réseau vivant de relations, de soutiens et d'actions concrètes.

Nous vivons à l'ère du capitalisme mondialisé et beaucoup se sentent impuissant-es face aux grandes puissances. Pourtant, les idées et les pratiques accumulées depuis des décennies circulent davantage qu'auparavant. Les expériences locales dialoguent, les analyses se croisent, les résistances se répondent. Les transformations par le bas sont parfois discrètes, mais elles existent. Encore faut-il les soutenir, les relier, leur donner une portée concrète.

« *Femme, vie, liberté* » n'est pas seulement un cri de révolte. C'est un horizon politique et existentiel. Il nous rappelle que la liberté ne se conquiert pas contre la vie, mais avec elle. Face aux régimes autoritaires et aux guerres, une forme d'offensive de *care* est nécessaire, un acte déterminé, organisé, capable de protéger la vie. ■

Pinar Selek,
enseignante-chercheuse
en sociologie.

« Les mouvements féministes montrent que la liberté ne peut être pensée sans une transformation radicale des rapports de genre, mais aussi sans une défense active du vivant. »